

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 29 juin 2023

Nos réf. : SAU/AV/MT n° 23-303

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIÈRES & MATÉRIAUX NORD-EST

Lieux-dits « Les Communes, Les Grands Hauts du Frêne, Pièce des Quarante »

10400 LA VILLENEUVE-AU-CHÂTELOT

Code AIOT : 0005703457

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06 juin 2023 dans l'établissement CARRIÈRES & MATÉRIAUX NORD-EST (ex Car. de l'Est) implanté aux lieux-dits « Les Communes, Les Grands Hauts du Frêne, Pièce des Quarante » 10400 LA VILLENEUVE-AU-CHÂTELOT. L'inspection a été annoncée le 05 juin 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 30 mai 2023, le Conservatoire des Espaces Naturels de la Champagne Ardenne (CENCA) a signalé au Service Eaux Biodiversité et Paysages de la DREAL GE que la parcelle ZK 38, située sur le territoire de la commune de LA VILLENEUVE-AU-CHÂTELOT, a été dégradée par une activité sportive à deux roues (motocross) entre le 4 mai et le 29 mai 2023.

Par conséquent, l'inspection des installations classée s'est rendue sur site le 6 juin 2023 afin de constater les faits.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIÈRES & MATÉRIAUX NORD-EST (ex Carrières de l'Est)
- lieux-dits « Les Communes, Les Grands Hauts du Frêne, Pièce des Quarante »
10400 LA VILLENEUVE-AU-CHÂTELOT
- Code AIOT : 0005703457
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARRIÈRES ET MATÉRIAUX NORD-EST (CMNE) exploite la carrière de matériaux alluvionnaire à ciel ouvert sur la commune de LA VILLENEUVE-AU-CHÂTELOT, sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 2012096-0017 du 5 mai 2012 modifié.

La parcelle ZK 38 présentant des enjeux écologiques forts devait être exploitée sur environ 8 500 m². Depuis l'autorisation obtenue en 2012 et les échanges intervenus avec le propriétaire de la parcelle, l'exploitant a souhaité exclure la parcelle ZK 38 en 2015 de son périmètre autorisé.

En conséquence, la parcelle ZK 38 a été exclue du périmètre autorisé par arrêté préfectoral complémentaire n° DDT-SG-2016082-0002 du 22 mars 2016, avec toute fois le maintien d'une mesure compensatoire suivi par l'exploitant.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- préservation du milieu naturel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Préservation du milieu naturel	AP Complémentaire du 22/03/2016, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des éléments constatés, il est proposé à madame la Préfète d'adresser une lettre préfectorale à l'exploitant, afin de remettre la parcelle dans un état conforme à sa gestion écologique et d'y bloquer son accès de façon à ce qu'il n'y ait plus d'intrusion non autorisée.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/03/2016, article 2
Thème(s) : Autre, Préservation du milieu naturel-mesure compensatoire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La parcelle référencée ZK38 située sur la commune de LA VILLENEUVE-AU-CHÂTELOT fait l'objet d'une gestion conservatoire des secteurs patrimoniaux et d'un suivi écologique.</p> <p>A cette fin, une contractualisation avec le propriétaire de la parcelle ou à défaut le gestionnaire de celle-ci sera établie afin de lui permettre la mise en œuvre des mesures visées infra.</p> <p>Un programme de gestion conservatoire et de suivi écologique de la parcelle ZK38 selon les termes de la « convention de partenariat pour la gestion et le suivi des prairies humides » « Les Grands hauts du frêne » et « Les Communes », sur la commune de LA VILLENEUVE-AU-CHÂTELOT, signée le 17 avril 2012 entre le conservatoire d'espaces naturels de Champagne-Ardenne et la Société MORGAGNI-ZEIMETT et dont une copie figure en annexe au présent arrêté, sera mis en œuvre sur la parcelle ZK38.</p>
<p>Constats :</p> <p>La parcelle ZK 38 est propriété d'un tiers, et est louée par l'exploitant dans le cadre de la mesure compensatoire pour une gestion conservatoire des secteurs patrimoniaux et un suivi écologique.</p> <p>Cette parcelle fait l'objet d'une convention entre l'exploitant et le propriétaire signée le 17 septembre 2018 pour la gestion et le suivi de la prairie humide.</p> <p>Cette convention reprend les clauses du cahier des charges établi entre le CENCA et l'exploitant. Notamment, l'absence de destruction ou du renouvellement du couvert végétal, entretien par fauche tardive (après le 1er juillet) avec export de la coupe. La partie Sud du terrain ne doit pas faire l'objet d'une fauche annuelle. Il a été recensé sur cette parcelle, lors d'inventaires écologiques l'Inule Britannique (classée liste rouge au niveau nationale).</p> <p>Lors de la visite, il est constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'accès à la parcelle n'est pas fermé. La parcelle ne présente pas de pancarte spécifiant « propriété privée ». Tout le pourtour de la parcelle étant boisé, il n'y a qu'un seul accès. - quelques déchets ont été laissés au sol (bouteille, plastique, emballage, papier) - le terrain a été utilisé pour faire du moto cross : un circuit sinueux a été matérialisé par de la rubalise FFM et des branches servent de piquets - le passage répété d'engins (motocross) laisse un sol dégradé : à nu, ornière - un petit amas de terre a été formé pour créer un mini saut. <p>Cf planche photos jointe au rapport.</p> <p>M. le Maire présent le jour de la visite précise que la pratique du motocross est réalisée régulièrement le week-end depuis 2 à 3 mois par quelques jeunes de la commune voisine. Il leur a demandé d'arrêter cette activité à plusieurs reprises sur ce terrain qui est privé.</p> <p>Au vu des éléments constatés, il est proposé à madame la Préfète d'adresser une lettre préfectorale à l'exploitant, afin de remettre la parcelle dans un état conforme (évacuation des déchets, piquets, rubalise) et d'y bloquer son accès.</p> <p>Il est noté également que la gendarmerie a été contactée le jour de la visite afin qu'ils puissent procéder à des rondes durant le week-end et d'intervenir en cas de récidive.</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection le 13/06/23 que la propriétaire a déposé plainte pour les dégradations causées et que l'accès à la parcelle a été fermé par la mise en place d'un merlon de terre.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale